

# OCCITANIE / DOSSIER GILETS JAUNES : ET MAINTENANT ?



Le « gilet jaunes », chasuble portée par les automobilistes en cas d'accident, est devenu le symbole de la fronde contre la hausse du prix des carburants. Le mouvement a évolué en révolte fiscale sociale et contre Emmanuel Macron en personne. »

## Gilets jaunes : XIV actes mais quel avenir ?

### ANALYSE

**Trois mois après le début de la révolte protéiforme des gilets jaunes, où va le mouvement, qu'ont obtenu les manifestants, quelles sont les perspectives possibles ?**

D'un côté le grand débat national qui n'est pas une réponse à la hauteur de l'exigence démocratique actuelle et de l'autre des gilets jaunes qui, inlassablement et bien que de moins en moins nombreux, occupent des ronds-points, s'assemblent, réfléchissent et tentent d'harmoniser leurs revendications.

Selon un énième sondage, encore 60 % des Français soutiendraient le mouvement qui a pris corps il y a 3 mois et incarne une séquence politique et sociale inédite dans le pays.

C'est vrai que le rendez-vous hebdomadaire du samedi rassemble moins de sympathisants, que les commerçants auxquels on voudrait les opposer brandissent leur manque à gagner pour les deux derniers mois de 2018, que la désinformation ou parfois la non-information des concernant porte parfois ses fruits et que la répression policière et la violence de quelques affrontements en ont refroidi plus d'un. Mais,

plus que tout cela, c'est la traduction politique du mouvement qui pose question.

S'ils refusent les partis politiques, les gilets jaunes disent faire de la politique. C'est évident. A travers toute la région, leur revendication pour plus de justice fiscale et sociale est éminemment politique. Leur demande d'une plus grande participation du peuple dans le processus décisionnel l'est tout autant.

### Désaveu et soutien

Pour autant, ils en sont conscients, ils n'ont pas obtenu grand chose. « Des miettes ou des mesurette », estime Marc Lorenzo, gilet jaune de Bédarieux (voir p.6). A Montpellier, les gilets jaunes qui avaient réinvesti, mercredi 13 février, le rond-point « historique » des Prés d'Arènes, déplorent aussi la faible couverture médiatique du mouvement, le refus du maire Philippe Saurel de leur octroyer une salle dans laquelle ils pourraient débattre sereinement, et la répression judiciaire.

Pour le rassemblement du samedi 16, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault a par ailleurs annoncé le « déploiement » de 130 agents de sécurité auprès des commerces du centre ville, en réaction à « la lente asphyxie de l'activité économique ». A Frontignan, ou

le dépôt d'hydrocarbures n'est plus bloqué par des gilets jaunes, le maire Pierre Boudoire (PS) a ouvert la mairie pour accueillir un week-end de débats et de rencontres les 16 et 17 février.

A Nîmes, si un noyau dur reste mobilisé, l'affluence diminue de samedi en samedi. Ils étaient moins de 200 la semaine dernière. A Alès, un haut-lieu de la contestation dans le Gard, comme ailleurs, les participants sont de moins en moins « des locaux ». Car si le mouvement se veut politique tout en refusant de « faire de la politique » et tout contact avec les partis, des organisations partisanes - principalement le Rassemblement national, la France insoumise et des collectifs libertaires - ont investi la lutte.

### Moment charnière

Des gilets jaunes envisagent de présenter des listes aux élections européennes ou d'être présents sur celles d'organisations politiques traditionnelles, mais cette position recueille un soutien minoritaire. Nous sommes à un moment charnière, analyse Claude Cespedes, maire PCF de Saint-Martin-de-Vergalgues (voir p.7) : « Les gilets jaunes doivent faire des alliances ou mourir ». Pour Christian Bastid, vice-président (PCF) du Conseil régional du Gard, les gilets jaunes ont

« porté sur la place publique des revendications portées depuis des années ». S'il constate que les gilets jaunes « sont représentatifs de l'état d'esprit des citoyens, qui en ont marre de l'injustice sociale, du mépris du pouvoir », il concède qu'il est difficile d'imaginer comment ce mouvement va évoluer à l'avenir.

Plus de 8 000 manifestants ont défilé le 5 février dans le Gard et l'Hérault à l'appel de la CGT. La mobilisation a été suivie bien au-delà des rangs de la centrale syndicale et de nombreux gilets jaunes étaient présents dans les cortèges. Peut-être que la solution viendra de là, d'une démarche plus unitaire pour favoriser un rapport de forces en faveur de celles et ceux qui, dans un syndicat, un parti, dans une association, au sein du mouvement des gilets jaunes, demandent plus d'égalité et de justice sociale. Il semblerait aussi que les maires, particulièrement ceux des territoires péri-urbains ou semi-ruraux aient, avec le mouvement des gilets jaunes, retrouvé leur rôle de premier élu de proximité, que leur a dénié l'exécutif depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Comme l'explique le politologue Emmanuel Négrier (voir ci-contre), le peuple s'est réveillé, il est sorti de sa léthargie et il n'a pas sommeil.

Julie Chansel

### Les dates clés du mouvement

- 29 mai 2018 : Lancement de la pétition à l'origine du mouvement, intitulée « Pour une baisse des prix du carburant à la pompe ». La barre du million de signatures est dépassée fin novembre.
- 21 octobre : Un événement Facebook appelle au blocage le 17 novembre.
- 17 novembre : Acte I. La première journée de blocage des routes, autoroutes et dépôts pétroliers rassemble officiellement à travers la France près de 300 000 manifestants.
- 20 novembre : Castaner déplore la « dérive totale » du mouvement et instaure un couvre-feu partiel à la Réunion.
- 24 novembre : Acte II : Plusieurs milliers de manifestants s'opposent durement aux forces de l'ordre sur les Champs-Élysées.
- 30 novembre : La veille de l'acte III, la rencontre prévue entre l'exécutif et deux gilets jaunes tourne au fiasco.
- 1er décembre : Acte III, un samedi de guérilla.
- 5 décembre : Hausse de taxes « annulées » en 2019.
- 6 décembre : Une interpellation de lycéens à Mantes-la-Jolie devient le symbole des violences policières.
- 7 décembre : La vidéo de Mantes-la-Jolie attise la contestation chez les lycéens. Environ 400 établissements sont perturbés dans toute la France.
- 10 décembre 2018 : Au cours d'une allocution télévisée, Emmanuel Macron tente, en vain, de répondre à la colère sociale.
- 8 janvier : Chantal Jouanno se retire du pilotage du « grand débat national ».
- 12 janvier : Acte IX. A trois jours du débat national censé apaiser la colère, la mobilisation des gilets jaunes connaît un vif rebond.
- 15 janvier : lancement du grand débat national.
- 23 janvier : Européennes : une liste gilets jaunes annonce sa candidature.
- 27 janvier : Les foudrards rouges font leur contre-manifestation.
- 2 février : Acte XII : les violences policières dans le viseur. En pleine polémique sur les LBD.
- 6 février : Jour de manifestation générale : convergence des gilets jaunes et de la CGT. A.C.

## OCCITANIE / DOSSIER GILETS JAUNES : ET MAINTENANT ?

## « Des volontés collectives se cherchant un destin »

## REFLEXION

Trois mois presque jour pour jour après le début du mouvement des gilets jaunes, nous avons demandé au politologue montpelliérain Emmanuel Négrier d'en dresser un premier bilan et d'en interroger les perspectives.

Que savons-nous du mouvement des gilets jaunes, trois mois après son surgissement dans l'espace public français ? Il s'identifie au départ à un espace social et politique singulier, que le sociologue Jean Viard avait qualifié de « démocratie du sommeil » : un périurbain où la vie économique, l'emploi, la consommation se déroulent sur un espace totalement différent de celui où l'on réside, où l'on dort, où on vote. Sur cet espace pèse une triple injonction : réussite personnelle, propriété privée, mobilité individuelle.

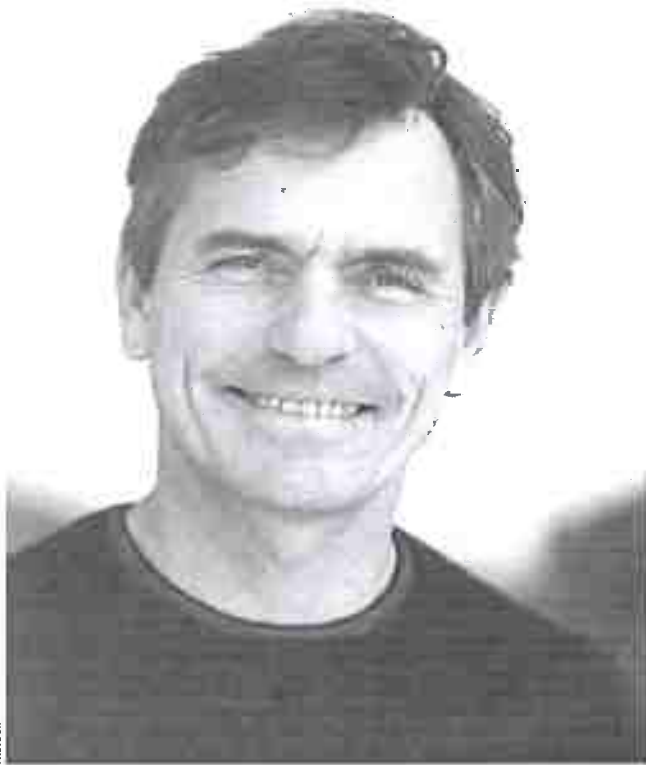
La démocratie du sommeil, c'est aussi la mise en sommeil de la démocratie, non pas tant par le fait que les gens n'y voteraient plus - ils y votent plus que la moyenne - mais par l'absence des relais traditionnels de l'expression démocratique : partis politiques, attachement à des formes collectives, productrices de normes communes, de valeurs, d'intérêts à revendiquer.

## Un mouvement social qui ne se mesure pas à sa force numérique

Un indice, relevé lors des élections municipales de 2014 où, pour la première fois, le seuil de présentation de listes bloquées (sans panachage ni rayage de noms) a été abaissé à 1000 habitants (au lieu de 3500 auparavant) : le nombre de compétitions opposant des forces politiques plus ou moins identifiables à gauche contre d'autres plus ou moins à droite est devenu très largement minoritaire ; le nombre de bulletins blancs et nuls a explosé, tout comme les listes refusant toute étiquette, perturbant les classements préfectoraux.

Cette démocratie du sommeil et d'une distance avec l'offre politique conventionnelle et nationale illustre la panne de relais entre le ressenti et l'expression des problèmes, d'une part, et les pourvoyeurs habituels de solutions, d'autre part. C'est cette France qui s'est levée, et qui a brusquement signifié à la face du monde : « pas sommeil ». Naturellement, il a fallu une occasion, et ce fut le carburant de la mobilité : le diesel.

Ce mouvement est-il une simple protestation fiscale ? Ces trois mois ont rapidement montré qu'il n'en était rien. Le caractère social du mouvement ne se mesure pas à sa force numérique. Si l'on en jugeait ainsi, on verrait facilement que la moindre journée syndicale, même décevante, réunit plus de manifestants en France qu'un samedi en jaune. S'il est social, il l'est à la française, ou à l'espagnole : numériquement faible, il porte symboliquement des intérêts qui le dépassent géographiquement, humainement.



PHOTO

Lorsqu'il obtient des concessions, celles-ci ne valent pas pour les seuls gilets jaunes, mais pour l'ensemble d'une catégorie de personnes. Exactement comme un syndicat. C'est d'ailleurs cette puissance symbolique - que les syndicats ont parfois perdue - qui fait craindre à certains syndicats la capacité délétère d'un débordement généralisé des formes collectives de négociation et de protestation dans l'entreprise. Le répertoire plus « spontané » mais fragmenté des gilets jaunes peut faire illusion. Mais sa cohérence idéologique est incertaine et sa durabilité sous caution.

## Le rond-point réapproprié en repère de sociabilité

Le caractère social du mouvement a également été éprouvé par ceux qui se sont penchés sur ce que produisaient les échanges entre participants sur les réseaux sociaux. La première hypothèse selon laquelle s'exprimait ici le pire des populismes chauvin, xénophobe et rétrograde a vite été balayée : de telles expressions existent certes, mais elles restent ultra-minoritaires.

A la grille initiale du ministre Castaner, voulant y voir à tout prix un « extrémisme », répond aujourd'hui un faisceau de revendications purement sociales où dominent les enjeux de pouvoir d'achat, d'équité territoriale, d'égalité fiscale et de défense des services pu-

blics. A ceux-ci le pouvoir, par l'intermédiaire d'une lettre aux Français, a beau répondre par une question : quels services publics sacrifier s'il faut baisser les impôts ? Le changement de problématique ne trompe guère.

Social par sa représentativité, par sa thématique, le mouvement l'est aussi par une passion démocratique singulière. Celle ressentie à s'émanciper de l'injonction individuelle, pour retrouver le goût d'être ensemble sur des ronds-points est une belle ironie de l'histoire.

## Au plan politique, le mouvement reste au milieu du gué

Alors que le rond-point, en urbanisme, est le prototype de la fluidité des trafics et, par conséquent, de l'évitement de l'autre, il est réapproprié en repère de sociabilité. Il est devenu l'équivalent symbolique des cafés villageois qui avaient précédemment, dans ces espaces, souvent disparu. Or les cafés - vieille leçon de l'historien Maurice Agulhon - ont été parmi les principaux vecteurs de politisation des campagnes, voire d'invention démocratique.

Mouvement social selon ces critères, est-il un mouvement politique ? C'est ici que la question se complique : le caractère composite du mouvement, sa difficulté à se donner des structures représentatives et leaders, témoigne du fait qu'il considère que sa dynamique se

trouve dans la doléance, dans l'opposition, plus que dans l'affirmation d'une ligne, d'un « contre-programme ».

C'est pourquoi il s'est précipité vers la formule institutionnelle (le RIC, référendum d'initiative citoyenne) qui permettrait le maintien d'une certaine ambivalence politique. Parler référendum, c'est investir sur une forme, une procédure, et ne rien aborder au fond. Le caractère social des revendications ne suffit pas à lui accorder cette cohérence que seul un élan vers le projet lui garantirait. C'était sa force initiale, cela devient son casse-tête, avec les dilemmes stratégiques liés aux élections européennes (y aller, avec qui, comment ?), à la participation au « grand débat », aux rituels médiatiques.

Au plan politique, le mouvement reste au milieu du gué : il a politisé un espace, conféré une existence politique à une société atomisée d'individus en mal de perspectives communes. C'est déjà beaucoup, mais c'est peu pour inventer une nouvelle politique en France. Il y manque la prise en compte de l'ensemble des situations de souffrance sociale, souvent bien plus aiguës que celle de la classe moyenne-populaire périurbaine. Les quartiers populaires des villes et métropoles (lire page 7 nldr) en témoignent, qui restent lourdement muets aujourd'hui. Il y manque cette « convergence des luttes » dont la chronique est plus, ces dernières années, celle d'annonces sans lendemain que de lendemains qui chantent.

## En France, une tradition de contestation originale

En brocardant la politique et la posture de pouvoir de la présidence Macron, les gilets jaunes s'inscrivent dans une longue tradition de contestation assez originale à la France, le pays occidental qui a pourtant un niveau de redistribution sociale parmi les plus effectives, les services publics les plus développés. C'est un paradoxe français parfois difficile à saisir pour d'autres pays moins avancés.

C'est ce paradoxe qui faisait dire à Charles Tilly, historien sociologue américain, que ce ne sont pas les seuls intérêts matériels qui engendrent un mouvement social ou en expliquent la durée. D'ailleurs, si tel avait été le cas, la répression policière et le coût très élevé qu'elle entraîne chez les manifestants auraient eu pour effet de stopper net la mobilisation.

Un mouvement est affaire de représentations, de dignité, de reconnaissance dans l'espace public, bref de volontés collectives mises en récit, et se cherchant un destin. Contre cela, la Vème République et sa présidence d'un autre âge jouent aussi le rôle dévolu à tout pouvoir : apprendre du mouvement, en récupérer certains ingrédients, instrumentaliser. Rien ne dit qu'il y parvienne, au-delà de la performance très « grand oral de science po » que montrent actuellement les shows présidentiels en public, ou d'une loi anti-casseurs de circonstance, à la fois inutile pour sévir et attentatoire à la démocratie.

Emmanuel Négrier

# OCCITANIE / DOSSIER GILETS JAUNES : ET MAINTENANT ?

## « C'est important de tous aller ensemble pour le bien commun »

### CÔTÉ GILETS JAUNES

Marc Lorenzo, gilet jaune de Bédarioux (34).



Selon ce retraité, pilier du mouvement à Bédarioux, le gouvernement fait la sourde oreille et joue la montre : « Il joue la montre et mise sur l'esoufflement du mouvement et espère aussi que la population ne nous soutiendra plus en nous opposant par exemple aux commerçants. Le grand débat mis en place coûte du temps et de l'argent, sans répondre à nos attentes. Ce que l'on constate aussi depuis 3 mois, c'est la désinfor maison nous concernant. Certains médias travestissent les faits et les chiffres de la mobilisation et, de fait, cela énerve des gilets jaunes qui seraient moins respectueux des règles démocratiques que d'autres. » Quel bilan fait-il de cette séquence politique inédite ? « Concernant nos revendications, le constat n'est pas bon. Nous voulions gommer les énormes disparités, les inégalités salariales dans la société française, nous voulions rendre justice aux travailleurs pauvres, qui ne peuvent même pas se loger et on nous a donné des mesurette. Enfin, les 17 millions de retraités continuent de payer la CSG. Pas d'amertume pourtant, « même si on n'a pas obtenu grand chose, les gens ont commencé à se poser des questions, à réfléchir ensemble. Mais, de notre irruption salutaire dans la

société française, nous n'en percevons pas les retombées. Contrairement aux transporteurs routiers qui menaçaient de se mettre en grève et ont obtenu des primes ou des augmentations. Idem pour les policiers, dont je parle très aisément, venant d'une famille de policiers. Nous, nous n'avons rien eu. » Quelles sont les issues envisagées pour la poursuite du mouvement ? « Le pouvoir veut nous maintenir dans une situation incertaine pour mieux nous asservir. Nous continuerons tranquillement, sans faire de dégâts. A Bédarioux par exemple, nous faisons danser les gens dans la rue, nous les informons sur le RIC, nous faisons nos courses chez les commerçants et pas dans les grandes surfaces. Nous créons du lien social. Le danger qui nous guette, c'est la dislocation. Ce qui est important, c'est de tous aller dans le même sens, pour le bien commun. » J.C.

## « Il ne faut pas en avoir peur, ils sont porteurs d'idées progressistes »

### DU CÔTÉ POLITIQUE

Vice-président du conseil départemental du Gard et président du groupe communiste dans cette instance, Christian Bastid voit une véritable évolution dans la structuration du mouvement des gilets jaunes. Il est persuadé que la contestation durera encore longtemps.



Contrairement à ce que disaient certains, ce mouvement des gilets jaunes dure. Et il évolue, ça s'est vérifié avec les premières convergences avec les organisations syndicales. Car si les revendications des gilets jaunes sont multiples, elles tournent, ces dernières semaines, autour du pouvoir d'achat, de l'emploi, de l'utilisation de l'argent public et de la redistribution des richesses. C'est là que les convergences peuvent s'organiser », explique Christian Bastid, pour qui ce mouvement a déjà remporté une victoire : mettre au centre des débats de véritables questions de fond.

« Ce que nous, élus communistes, essayons de mettre en avant depuis des années sur les problématiques liées à l'argent, aux aides aux entreprises qui ne génèrent pas d'emplois ou à l'impôt sur la fortune, sont aujourd'hui au cœur des débats. Les gilets jaunes les

portent sur la place publique et on sent bien qu'il y a une adhésion à ces sujets. Donc, oui, le mouvement a déjà apporté quelque chose. Les gilets jaunes sont représentatifs de l'état d'esprit des citoyens, qui en ont marre de l'injustice sociale, du mépris du pouvoir », se réjouit-il.

Avant de concéder qu'il est difficile d'imaginer comment ce mouvement va évoluer à l'avenir, même une liste gilets jaunes aux élections européennes serait, selon l' élu communiste, une bonne chose.

« Il ne faut pas en avoir peur, ils sont porteurs d'idées progressistes, qu'on le veuille ou non, ils soulèvent des questions de fond. Personne, ou presque, n'a dans sa liste des interrogations comme celles portées par les gilets jaunes. Donc je ne crois pas que cela va s'arrêter avec les élections ou autre chose, au contraire même. » A.B.

## « On n'a plus de rejet aussi important des organisations syndicales »

### DU CÔTÉ SYNDICAL

Eric Bachelart est secrétaire départemental de la FSU 34. Entre bilan et perspectives, il livre son analyse sur le mouvement des gilets jaunes.



Trois mois après le début d'un mouvement à l'hostilité franche à l'égard des syndicats, l'heure semble au dégel des relations. « Aujourd'hui, on n'a plus de rejet aussi important des organisations syndicales de la part des gilets jaunes, ce qui était très marqué au début où nous étions assimilés au pouvoir », estime Eric Bachelart. « Peu à peu, les choses se construisent. On sent émerger chez les gilets jaunes un besoin de structuration », poursuit le secrétaire départemental de la FSU 34. « Ils ont aussi engagé des démarches vis-à-vis des syndicats, chacun restant sur ses propres considérations », insiste-t-il. Reste qu'« on sent une convergence de plus en plus forte ».

Du côté du pouvoir, « ce gouvernement continue à maltraiter les corps intermédiaires, en l'occurrence les organisations syndicales, tout en étant incapable de se rapprocher des gilets jaunes, puisqu'ils ne sont pas structurés », observe Eric Bachelart. « Si bien qu'on se retrouve en plein show Macron. On a un messie qui sait tout et décide de tout, avec un premier ministre totalement in-

audible », considère le représentant de la FSU. Sans illusion quant à l'issue du grand débat national : « Il n'y aura pas de décision en faveur de ce que demandent les gilets jaunes, c'est-à-dire une augmentation du pouvoir d'achat, à partir du moment où on reste exactement sur la même ligne politique ». Par ailleurs, le pouvoir se durcit. « On est en train de faire passer des lois opportunistes qui ont tendance à briser l'expression des mouvements sociaux. Il va falloir que les gilets passent à une autre forme de mobilisation parce que beaucoup d'entre eux vont se retrouver judiciairisés à fond. Il va falloir passer à une voie plus légale. C'est l'exemple des dernières manifestations où gilets jaunes et organisations structurées ont manifesté ensemble. C'était déclaré, encadré et ça permet l'expression d'une forme de révolte sociale dans laquelle un plus grand nombre peut se retrouver. » A.G.

## « Ils ne veulent pas se faire récupérer, mais seuls ils n'y arriveront pas »

### DU CÔTÉ DES MAIRES

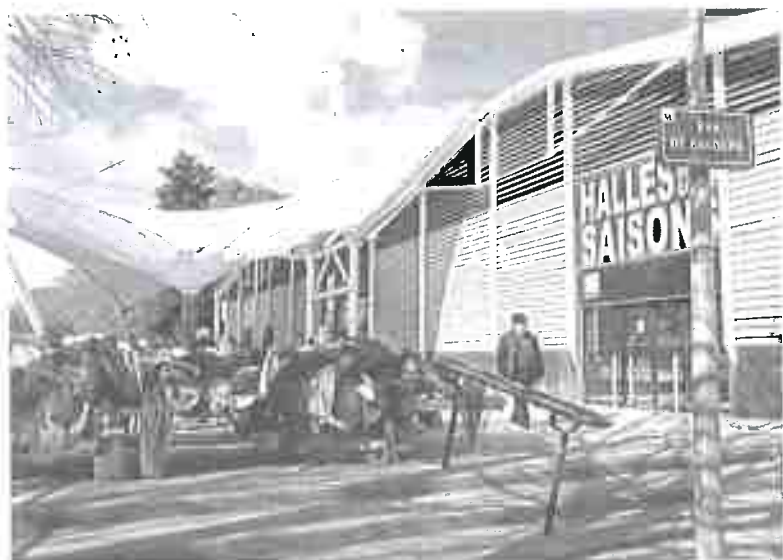
Claude Cespedes, maire de Saint-Martin-de-Vergalgues (30).



Pour cet élu communiste, attentif aux doléances de ses administrés bien avant qu'Emmanuel Macron n'invite les maires à le faire, en décembre 2018, « le mécontentement perdure et s'amplifie, même si on note une baisse sensible de la mobilisation. Au début du mouvement, les manifestants étaient tout le temps présents, sur les ronds-points. Dernièrement, ils se manifestent de façon plus épisodique et mécaniquement, leur nombre baisse. Si le mécontentement demeure, c'est que les demandes n'ont pas été satisfaites. Ce qui a été obtenu l'a été la première semaine et n'est rien par rapport aux revendications des gilets jaunes. » Il est évident pour lui que la demande des gilets jaunes n'est pas que pécuniaire : « Ce dont ils disent avoir besoin, c'est une autre société, pas des miettes. Ils sont arrivés à un niveau d'exaspération tel que ce qui est proposé peut difficilement les satisfaire. » Se prononcer sur les suites possibles à donner au mouvement n'est pas facile car « il y a des divergences très fortes. Avant, les rassemblements étaient locaux, par territoire, par ronds-point ou par barage. Maintenant qu'il n'y a plus de blocage localisé, les regroupements se font par obédience, par affinité politique. Nous avons ainsi des personnes proches de la fachosphère,

et d'autres qui sont d'anciens syndicalistes ou des retraités de grosses sociétés plutôt progressistes et même s'ils refusent de le dire, ils font tous de la politique. » Je ne sais si une partie va l'emporter et si oui, laquelle ». Claude Cespedes pense qu'une convergence est possible entre la partie dite progressiste et les syndicats, « si ce n'est qu'il y a encore une très grande méfiance vis-à-vis des organisations syndicales et des partis politiques et ceci est bien entretenu par certains médias. Je remarque une certaine ambivalence qui ressort des nombreuses discussions que j'ai avec des gilets jaunes : ils ne veulent pas se faire récupérer, mais ils savent très bien que seuls, ils n'y arriveront pas ». Quelle issue est possible selon lui ? « La question qui se pose c'est soit de faire des alliances avec les syndicats et éventuellement avec les partis ou alors de mourir d'une belle mort en se disant qu'ils ont été les meilleurs. » J.C.

## OCCITANIE / DOSSIER GILETS JAUNES : ET MAINTENANT ?



Dans les quartiers de La Paillade à Montpellier (à gauche) comme de Pissevin à Nîmes (à droite), les habitants ne se reconnaissent pas dans le mouvement des gilets jaunes. PHOTOS PRISCA BORRELET ALAN BERNIGAUD

# À La Paillade et à Pissevin une colère inhibée par la misère et la résignation

## REPORTAGE

**Les populations des quartiers populaires sont très peu représentées dans les cortèges de gilets jaunes. Pourquoi ? Nous sommes allés à la rencontre des habitants de La Paillade, à Montpellier et Pissevin à Nîmes.**

À Montpellier, le lundi matin, les Pailladins se présentent, cabas en main, dans les allées du petit marché aux puces. Devant la Halle des quatre saisons, le pantalon en velours se monnaie 1 euro pièce ! Du vintage pour pas cher, à faire pâlir les friperies chics des centres-villes. Il faut dire qu'avec la cité de Pissevin à Nîmes, La Paillade compte parmi les quartiers les plus pauvres de France.

Ici, personne n'a attendu la crise pour crier famine. Et encore moins les cortèges de gilets jaunes auxquels peu d'habitants des cités ont réellement adhéré... « A La Paillade, les gens ne se font plus aucune illusion, souffle Bernard. Autour de moi, je ne connais aucun manifestant. Par contre je connais

des gens qui, dès le 15 du mois, ne se nourrissent que de morceaux de pain trempés dans du yaourt ! Les gilets jaunes se plaignent de ne plus pouvoir partir en vacances, ici on n'arrive même pas à remplir le frigo », résume le retraité, installé dans le quartier depuis plus de 25 ans.

### Décalage social

Une consternation partagée sans détour quelques mètres plus loin : « Tout ce que dénoncent les gilets jaunes, ici nous le savons depuis très longtemps. Il fallait être solidaire avant ! Ces gens ne se bougent que parce que ça commence à toucher leur propre porte-monnaie », peste un jeune homme de 20 ans assis sur un terre-plein.

Dans les cités de Nîmes, même ambiance. Serveur et résident du quartier Pissevin, Alex regrette la violence et le décalage social : « Ils ne sont pas si nombreux que ça, mais ils bloquent les routes, mettent le feu à des commerces, cassent des trucs dans la rue et tout semble normal. Ici, si on faisait ça il y aurait la police partout et on nous empêcherait de sortir. Ils ne sont pas traités comme nous et, de toute façon, ils ne manifestent pas pour nous ».

Une violence qui pose question donc, et un doute quant

aux opinions politiques d'une partie du mouvement. « Les images à la télévision ne m'ont pas plu, et puis il y a quand même beaucoup d'histoires avec l'extrême droite », relève Mohammed, qui a pourtant tenté de participer à deux ou trois cortèges fin novembre, alors que le mouvement prenait forme. Mais sans grande conviction. « Les manifestations sont toujours en centre-ville, je n'ai pas forcément envie d'y aller à chaque fois juste pour marcher avec un gilet jaune sur les épaules et, surtout, sans savoir si ça sert à quelque chose », ajoute le retraité. Incrédulité, doute, méfiance... Autant de sentiments qui ont aussi traversé l'esprit de Safia. A 37 ans, l'hôtesse de caisse ne leur accorde plus aucun crédit : « Dans les gens que je connais, presque personne n'y va. Ils pensent un peu comme moi », lâche-t-elle.

### Fatalisme

Parmi la population d'origine immigrée, à Montpellier, un étrange sentiment d'illégitimité domine. Comme si malgré la misère, il fallait apprécier les acquis de la France sans broncher. Dans un français encore approximatif Najim l'assure, « moi, je ne veux pas manifester parce que je ne veux pas

faire de la politique. Je suis un immigré marocain, je suis là depuis les années 70, mais je ne veux pas de problème ! Et puis qu'est-ce que ça va faire tout ça ? », balaye-t-il en un sourire.

Même distance pour Naget. Cette mère au foyer de 43 ans, enroulée de pied en cap dans un long voile vert, a commencé par décliner poliment l'invitation : « Je ne suis pas tout ça. Vous savez je m'occupe de mes enfants et je ne sors pas beaucoup, à part pour faire mes courses », élude-t-elle. Avant de changer d'avis aussi sec : « Vous voulez savoir ce que j'en pense ? En fait je crois qu'on demande trop. Il y a tellement de choses, ici, que les autres pays européens n'ont pas. Mais les gens ne s'en rendent pas compte. Je n'ai pas beaucoup de moyens moi non plus, mais je vis en fonction ».

Sur le chemin du marché, Habiba, 46 ans, ne mâche pas ses mots : « Je crois que nous, les arabes, ne sommes pas vraiment comme les Français pour tout ça. On vit avec ce qu'on a. Ici, on ne va pas au restaurant, on n'achète pas de plats préparés... On achète de la farine, de l'huile, du sucre, on fait notre pain et on arrive à vivre avec peu. On a toujours économisé », argue-t-elle. La fatalité d'un monde précaire en somme. Et cette intime

conviction que rien de plus ne pourra aboutir. « Macron a répondu à leurs propositions. Il y a eu des avancées. Je ne comprends pas ce qu'ils veulent de plus... »

### « Il faut qu'elles se sentent citoyennes »

Un refrain qui ne semble pas convaincre les animatrices de l'association Tin Hinan, qui travaillent à l'alphabétisation des femmes en plein cœur du quartier de la Paillade. « Elles ont toujours l'impression qu'elles manquent de légitimité pour donner leur avis. "Je ne travaille pas", "je ne suis pas française", "je n'ai pas le droit"... Elles croient qu'elles n'ont aucune demande à formuler mais dès qu'on gratte un peu, on y arrive ».

Dans les semaines à venir, l'association tentera d'aider ces femmes à exprimer leurs besoins et les intégrera au « Grand débat » d'ici le 15 mars, via le site internet dédié à l'initiative. « Il faut qu'elles se sentent citoyennes et qu'elles prennent conscience qu'elles aussi peuvent y participer », assure Geneviève. Libérer la parole... Peut-être l'antidote à cet étonnant cocktail fait de misère et de résignation. Prisca Borrel avec Alan Bernigaud